



Augmentation des discours de haine visant les Palestiniens sur les réseaux sociaux israéliens

Description

Par Nadim Nashif, 21mai 2019



Israël est un leader mondial dans les technologies de cybersécurité et de surveillance ; sur des plateformes telles que Facebook et Twitter, Israël utilise des systèmes de police prédictifs sur les réseaux sociaux, pour limiter de plus en plus la liberté d'expression des Palestiniens. Ces systèmes localisent les utilisateurs en mettant en relation des caractéristiques telles que l'âge, le genre et la localisation avec des mots clef comme « résistance » et « martyr ». Les autorités israéliennes ciblent alors ces utilisateurs en censurant leurs posts et leurs pages, en supprimant leurs comptes et, au pire, en les arrêtant.

Cela se produit en même temps que la hausse du nombre d'attaques en ligne contre des Palestiniens de la part d'Israéliens. Le gouvernement et la police israéliens ignorent ces

attaques, ce qui accroît le risque de ciblage de Palestiniens hors ligne par des acteurs non étatiques.

[Zamleh et le Centre Arabe pour le Développement des Réseaux Sociaux](#) surveille et documente le discours raciste et discriminatoire en ligne et, au cours des trois dernières années, il a compilé l'Index du Racisme dans les Réseaux Sociaux Israéliens. [La dernière édition](#), publiée en mars 2019, montre un accroissement des posts provocateurs contre les Palestiniens sur les réseaux sociaux israéliens, de tels contenus étant postés toutes les 66 secondes, contre toutes les 71 secondes en 2017.

Facebook est la principale plateforme où se trouvent des provocations contre les Palestiniens (66%), suivie par Twitter (16%), où le nombre de posts provocateurs a plus que doublé depuis 2017. Au cours de l'année 2018, les réseaux sociaux israéliens ont publié un total de 474 250 posts insultants, racistes et provocateurs contre les Palestiniens, principalement en référence au vote de juillet 2018 de la loi de nationalité qui a déclaré qu'Israël est l'état du peuple juif et a déclaré l'arabe de langue officielle un « statut spécial ».

Sur Facebook, des exemples de provocations en ligne sont particulièrement concentrés sur les pages de sites de presse israéliens et de groupes de droite. Ces posts sont largement dirigés contre les membres palestiniens du Parlement, des acteurs politiques palestiniens et leurs partis politiques, et contre les citoyens palestiniens d'Israël, y compris des personnages mainstream comme la présentatrice des actualités télévisées Lucy Harish. Un post sur dix contre des « Arabes », le terme employé par les Israéliens pour nier l'identité palestinienne, contient un discours de haine ou des appels à une violence exercée via le viol et le meurtre.

Parallèlement, Israël est montré impitoyable dans ses efforts pour critiquer les sociétés des réseaux sociaux et pour les menacer de mesures de coercition pour l'augmentation de « provocations » palestiniennes en ligne. Ce qu'Israël a attaqué comme exemples de provocations palestiniennes est souvent douteux. Un exemple remarquable est [la poésie de Dareen Tatour](#), une citoyenne palestinienne dont l'appel à « résister » aux occupants dans un poème qu'elle a posté en ligne en octobre 2015, a donné lieu à près de trois ans d'assignation à résidence et à cinq mois d'emprisonnement. Le gouvernement israélien a accusé Tatour d'incitation à la violence et de terrorisme, démontrant par là l'usage par Israël d'une terminologie vague pour criminaliser l'activité en ligne lorsque cela sert ses intérêts discriminatoires.

En janvier 2017, le Parlement a approuvé en première lecture la « loi Facebook » qui garantirait aux tribunaux administratifs israéliens le pouvoir de bloquer un contenu sur internet équivalent à de la « provocation » en ligne. La loi autoriserait l'effacement du contenu s'il « nuisait à la sécurité humaine ou à la sécurité publique, économique, de l'état ou d'infrastructures vitales ». Elle s'applique à des géants des réseaux sociaux comme Facebook, Twitter et YouTube, aussi bien qu'à des machines comme Google et elle comprendrait l'imposition d'amendes ou même l'interdiction d'opérer dans le pays.

La loi est allée jusqu'à sa lecture finale en juillet 2018, avant que le premier ministre Benjamin Netanyahu n'exige que la loi soit reconsidérée, à cause de critiques locales et internationales disant qu'elle réduirait la liberté d'expression. Les critiques de la loi ont affirmé qu'elle aurait avant tout des effets négatifs sur la liberté de parole des Palestiniens de Cisjordanie, de la

bande de Gaza et d'Israël, mais aussi sur d'autres citoyens israéliens, du fait du caractère vague et large des définitions des termes de « provocation » et de « sécurité nationale ».

La loi manifeste l'influence que des États puissants comme Israël peuvent exercer sur des entreprises privées pour faire respecter et mener à bien leur programme politique tout comme la sécurité et le bien-être des Palestiniens sont menacés et négligés par les autorités israéliennes.

Recommandations de politique publique

• Facebook et toutes les autres plateformes doivent développer et imposer des politiques modératrices pour un contenu juste et efficace.

• Le gouvernement israélien devrait agir contre la rhétorique raciste en ligne et appliquer des mesures de protection des Palestiniens.

• La société civile et les militants devraient poursuivre leurs efforts coordonnés pour surveiller, documenter, analyser et faire des rapports sur le racisme en ligne et sur le discours de haine.

• La communauté des donateurs devrait financer des projets soutenant le développement de réseaux indépendants de surveillance et de militants de la sécurité digitale. De tels engagements accroîtraient la capacité des Palestiniens à exercer leur droit à s'exprimer en ligne en toute sécurité.

Nadim Nashif, politologue associé à Al-Shabaka, est le directeur exécutif de Tamleh, le Centre Arabe pour le Développement des Réseaux Sociaux. Il travaille depuis 20 ans sur les questions de la jeunesse et du développement communautaire. Nadim a fondé Baladna, l'Association pour la Jeunesse Arabe, dont il a été directeur. Il a fondé et coordonné la branche jeunesse du parti politique Assemblée Nationale Démocratique Arabe, avant de devenir directeur du Comité pour l'Orient Pédagogique des Étudiants Arabes. Il a aussi été administrateur de plusieurs ONG palestiniennes et internationales, dont Ittijah et Action des Jeunes pour la Paix dont il a été président.

Traduction: SF pour l'Agence Media Palestine

Source: [Al-Shabaka](#)

date créée
2019/05/22